agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Appel de l'Archevêque de Bangui et du Président de la communauté islamique centrafricaine en faveur d'une intervention de l'ONU face à la situation tragique de l'Etat

Bangui (Agence Fides) – Le nouveau Président de la République centrafricaine, Mme Catherine Samba-Panza, prête serment aujourd'hui, 23 janvier, dans un pays dévasté par les affrontements entre les anciens rebelles de la Seleka et les milices anti balaka. Souvent décrite comme la conséquence d'un conflit interreligieux opposant les chrétiens aux musulmans, la situation centrafricaine dérive en réalité de l'effondrement des institutions de l'Etat, ainsi que l'ont souligné l'Archevêque de Bangui, S.Exc. Mgr Dieudonné Nzapalainga, et l'imam Oumar Kobine Layama, président de la communauté islamique centrafricaine, qui se trouvent en visite à Paris.
Les deux responsables religieux effectuent actuellement une tournée des capitales européennes afin de demander aide et soutien pour leur pays. L'Archevêque et l'imam, qui se sont engagés dans la pacification des esprits au cours de différentes visites conjointes à des églises et des mosquées où ils ont trouvé des milliers d'évacués, indiquent qu'alors que la situation à Bangui est relativement stable, le reste du pays est à la merci des membres de la Seleka et des anti balaka.
Se félicitant de l'élection de Mme Samba-Panza à la Présidence de la République – que l'imam Kobine Layama qualifie de « femme de fer » - Mgr Nzapalainga a insisté sur le fait que le nouveau Chef de l'Etat se trouve face à une mission ingrate parce que l'administration d'Etat s'est complètement écroulée. « Sur 36 Ministères, seuls deux fonctionnent, à savoir ceux de la Défense et de l'administration du territoire » a déclaré l'Archevêque à l'AFP. « L'Etat est en faillite. Il faut reconstruire l'administration avec des hommes et des moyens afin qu'elle puisse se déployer sur l'ensemble du territoire et permettre au pays d'être un Etat ».
Les deux responsables religieux demandent à ce que la mission militaire africaine actuellement déployée dans le pays (MISCA) soit intégrée à une force plus importante sous l'égide de l'ONU, afin de sécuriser l'ensemble du territoire national. Actuellement, se trouvent en Centrafrique 6.000 militaires français de l'opération Sangaris et africains de la MISCA, trop peu nombreux pour contrôler un pays grand comme la France et le Luxembourg a souligné Mgr Nzapalainga. « Avec les forces de l'ONU, la Centrafrique ne sera plus une affaire africaine ou européenne mais mondiale » a conclu l'Archevêque. (L.M.) (Agence Fides 23/01/2014)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it